

Évolutions macroéconomiques et financières récentes

La détérioration de l'économie mondiale en 2020 à la suite de la pandémie de COVID-19 a entraîné une contraction de 3,6 % du PIB réel de la Mauritanie en 2020, après une croissance de 5,9 % en 2019. Le solde budgétaire a affiché un déficit de 4,1 % du PIB en 2020, alors qu'il était excédentaire l'année précédente. Ce déficit est dû à la baisse significative des recettes fiscales à la suite du ralentissement économique, au déclin des recettes d'exportation, à l'assouplissement des taxes sur certains produits de première nécessité et à l'augmentation significative des dépenses de santé pour lutter contre les infections à la COVID-19. Le ralentissement de l'économie mondiale a non seulement affecté le commerce extérieur mais également les investissements directs étrangers en Mauritanie, qui sont passés à 594 millions de dollars US, contre 937 millions de dollars US initialement prévus. Le déficit de la balance courante a atteint un niveau record de 17,6 % du PIB, en raison d'une baisse d'un tiers des exportations de minerai de fer et d'un arrêt des exportations de produits halieutiques. Les réserves officielles de change sont restées stables en 2020, à 1,135 milliard de dollars US, soit suffisamment pour couvrir 5,1 mois d'importations. L'inflation, estimée à 2,7 % en 2020, reste inférieure à l'objectif de 4 % fixé par les autorités monétaires, mais elle est légèrement supérieure au taux de 2,3 % en 2019.

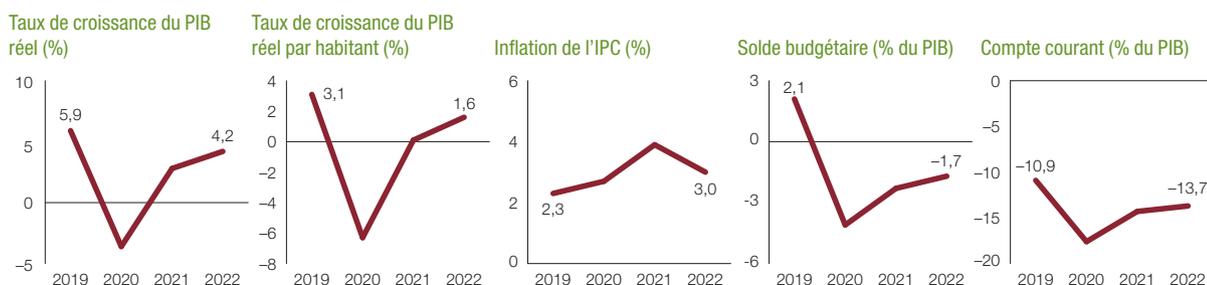
Perspectives et risques

Le pays devrait renouer avec la croissance en 2021, en supposant que la pandémie mondiale diminue et que l'économie mondiale se redresse. Cela signifierait une reprise de la demande mondiale de fer, qui est le principal moteur de la croissance en Mauritanie. Le PIB réel devrait croître de 2,8 % en 2021 et de 4,2 % en 2022, grâce à la reprise des investissements publics et privés et aux réformes structurelles.

Il est prévu que la situation des finances publiques s'améliore progressivement avec la reprise de l'activité économique et la levée des mesures d'urgence prises pour lutter contre la pandémie. Le déficit budgétaire devrait progressivement baisser à environ 2,3 % du PIB en 2021 et 1,7 % du PIB en 2022. Le déficit du compte courant devrait également baisser —à 14,3 % du PIB en 2021 et 13,7 % en 2022 —en raison d'une augmentation des exportations. Le développement, au cours de la période 2021–2022, du champ gazier offshore de Grand Tortue Ahmeyim (GTA) dont le démarrage de la phase de production est prévu en 2023, devrait également soutenir les perspectives économiques à court terme. Cependant, ces perspectives pourraient être compromises si la pandémie persistait au-delà de la seconde moitié de 2021, si les prix des métaux et du pétrole baissaient ou si un choc climatique survenait.

Questions et options de financement

Les ratios de solvabilité de la dette se sont améliorés en 2019. L'excédent primaire de 3,5 % du PIB en 2018 et 1,7 % en 2019 a permis de réduire la dette publique mauritanienne de 65 % du PIB en 2018 à 62 % du PIB en 2019. Le service de la dette a baissé de 17,4 % des recettes d'exportation en 2018 à 14,1 % en 2019. Cependant, la dette publique totale, presque exclusivement extérieure, reste élevée et vulnérable aux chocs extérieurs. Cette dette comprend également des arriérés envers le Koweït (estimés à 12,8 % du PIB) que les autorités tentent de régler depuis plusieurs années. Selon l'analyse de soutenabilité de la dette réalisée par le Fonds monétaire international, les risques de surendettement extérieur et public sont élevés en Mauritanie. La dette extérieure publique en pourcentage du PIB devrait passer à 69 % en 2020, 70 % en 2021, et diminuer légèrement pour se situer à 68 % en 2022, ce qui est bien au-dessus des 40 % du PIB considérés comme soutenables.



Source : Les données datent de décembre 2020 et proviennent des autorités nationales ; données pour 2020 sont des estimations et données pour 2021 et 2022 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.